

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220929-lmc1177065A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 6 octobre 2022
Date d'affichage : 06/10/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 29 septembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
56	20	5

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/09/255

**EXPLOITATION D'ACTIVITES
DE BAINS DE MER SUR LES
LOTS N°1 A N°14 DE LA
CONCESSION DES PLAGES
ARTIFICIELLES DU
MOURILLON - CHOIX DU
MODE DE GESTION**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Valérie MONDONE, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à M. Hervé STASSINOS, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène BILL, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Sandra TORRES, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS ayant donné pouvoir à Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nadine ESPINASSE, Mme Chantal PORTUESE, M. Michel DURBANO, Mme Cécile MUSCHOTTI, Mme Béatrice BROTONS.

Séance Publique du 29 septembre 2022

N° D' O R D R E : 22/09/255

**O B J E T : EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER SUR
LES LOTS N°1 A N°14 DE LA CONCESSION DES
PLAGES ARTIFICIELLES DU MOURILLON - CHOIX DU
MODE DE GESTION**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général de Collectivités Territoriales et notamment son article L.1411-1 et suivants, les articles L2122-22-1, L5211-1 et L5217-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles R2124-29, R2124-4 et R2121-31 à 34,

VU le décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la compétence autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages transférées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 1^{er} janvier 2018,

VU l'arrêté Préfectoral du 05 décembre 2011 accordant la concession des plages artificielles du Mourillon à l'autorité concessionnaire,

VU la décision n° 436922 du Conseil d'Etat du 9 juin 2020,

VU l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique du 16 mai 2022,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 13 juillet 2022,

VU l'avis du Comité Technique en date du 22 septembre 2022,

CONSIDERANT que par arrêté en date du 05 décembre 2011, le Préfet a accordé à la Commune de Toulon la concession des plages artificielles du Mourillon, à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2023,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue au 1^{er} janvier 2018, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages et que, de fait elle s'est substituée aux communes dans la gestion des plages et des sous-traités d'exploitation sur l'ensemble du territoire Métropolitain,

CONSIDERANT que la Métropole TPM qui est devenue le concessionnaire des plages artificielles du Mourillon, a demandé le renouvellement de la concession à son profit à partir du 1^{er} janvier 2024,

CONSIDERANT que le dossier de renouvellement a été déposé en décembre 2021, qu'il a fait l'objet d'un avis favorable lors de l'enquête administrative et que l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} au 30 juin n'a suscité aucune remarque,

CONSIDERANT que la nature complexe de cette procédure, menée conjointement par la Commune de Toulon et la Métropole TPM, et le nombre important de lots nécessitent d'anticiper l'attribution future de la concession au profit de la Métropole et de déterminer par avance le choix du mode gestion,

CONSIDERANT que cette démarche se justifie également par la volonté d'assurer la continuité du service public,

CONSIDERANT que dans sa décision n°436922 du 9 juin 2020, le Conseil d'Etat reconnaît la possibilité *«que lorsqu'une personne publique qui a vocation à exercer une compétence nécessaire à la conclusion et à l'exécution d'un contrat de la commande publique dont la procédure par laquelle la compétence nécessaire doit lui être dévolue est déjà engagée, aucune règle ni aucun principe ne font obstacle à ce qu'elle engage elle-même la procédure de passation de contrat, alors même qu'elle n'est pas encore compétente... Il en va de même quand le contrat en cause a pour objet la gestion d'un service public. Il appartient seulement à la personne publique de faire savoir, dès le lancement que le contrat ne sera signé qu'après qu'elle sera devenue compétente »*,

CONSIDERANT qu'à partir de janvier 2024, la plage de l'Anse Tabarly et son lot nautique seront exclus du périmètre de la nouvelle concession des plages artificielles du Mourillon et que cette plage et l'arrière plage attenante feront l'objet d'une concession d'utilisation pour une base nautique au profit de la Ville de Toulon,

CONSIDERANT que l'actuelle concession des plages artificielles du Mourillon qui comporte quinze lots n'en comportera donc, en janvier 2024, plus que quatorze du fait de l'exclusion de l'anse Tabarly du périmètre de la nouvelle concession des plages artificielles du Mourillon,

CONSIDERANT que les sous-traités des quatorze lots de plages, situés dans l'emprise de la future concession des plages artificielles du Mourillon, arrivent à terme le 31 décembre 2023,

CONSIDERANT qu'il convient donc de relancer les procédures pour ces quatorze lots :

- Le lot n°1 d'une superficie totale de 325 m² comportant pour la restauration légère une emprise de 62 m² en terrasse fermée et une emprise de 68 m² en terrasse ouverte et pour la location de matelas parasols une emprise de 195 m²,
- Le lot n° 2 d'une superficie totale de 300 m²
- Le lot n° 3 d'une superficie totale de 200 m²
- Le lot n° 4 d'une superficie totale de 200 m²
- Le lot n° 5 d'une superficie totale de 127 m²
- Le lot n° 6 d'une superficie totale de 130 m²
- Le lot n° 7 d'une superficie totale de 127 m²
- Le lot n° 8 d'une superficie totale de 124 m²
- Le lot n° 9 d'une superficie totale de 63 m²
- Le lot n°10 d'une superficie totale de 57 m²
- Le lot n°11 d'une superficie totale de 130 m²
- Le lot n°12 d'une superficie totale de 160 m²
- Le lot n°13 d'une superficie totale de 200 m²
- Le lot n°14 d'une superficie totale de 200 m²

Pour les lots n°2 à n°14, l'objet est la location de matelas parasols avec la possibilité de restauration légère (dans la limite de 20 % de la superficie du lot).

CONSIDERANT que les missions à assurer, dans le cadre de l'exploitation d'un service public de bains de mer, sont les suivantes :

- Pérenniser et améliorer la qualité du Service Public de bains de mer,
- Exploiter le lot de plage,
- Surveiller et contrôler la sécurité des usagers sur le lot,
- Veiller au bon fonctionnement du service,
- Assurer la protection du domaine public maritime du lot,

CONSIDERANT que le choix de confier la gestion de ce lot à un sous-traitant délégataire de service public, apparaît comme la solution la plus cohérente et efficiente en matière d'exploitation au regard de la spécificité du service concerné,

CONSIDERANT que les sous-traitants se rémunéreront exclusivement par la perception de recettes auprès des usagers et qu'en contrepartie ils devront verser à l'autorité concédante une redevance d'occupation domaniale annuelle. Cette redevance étant composée d'une part fixe annuelle et d'une part variable d'au moins 1% minimum du chiffre d'affaires global réalisé pendant la période d'exploitation. (Le pourcentage définitif sera proposé par les candidats dans leur offre),

CONSIDERANT que la durée des sous-traités d'exploitation des lots de plage débutera à compter de leur date de notification et pour 5 périodes d'exploitation et que la période d'exploitation annuelle s'étendra du 1^{er} mars au 31 octobre, avec toutefois la possibilité de solliciter un agrément pour une exploitation à l'année,

CONSIDERANT le rapport sur le choix du mode de gestion contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Comité Technique, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique se sont positionnés favorablement au recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation de ces lots de plage,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le rapport sur le mode de gestion, ci-joint, contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants.

ARTICLE 2

D'ADOPTER le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer sur les lots n°1 à n°14 des plages artificielles du Mourillon situées sur la Commune de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER par anticipation le lancement des procédures de consultations de délégation de service public relatives à l'exploitation d'activités de bains de mer pour ces quatorze lots.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM et son représentant à signer les pièces propres aux procédures engagées dans ce cadre juridique.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 septembre 2022

Hubert FALCO

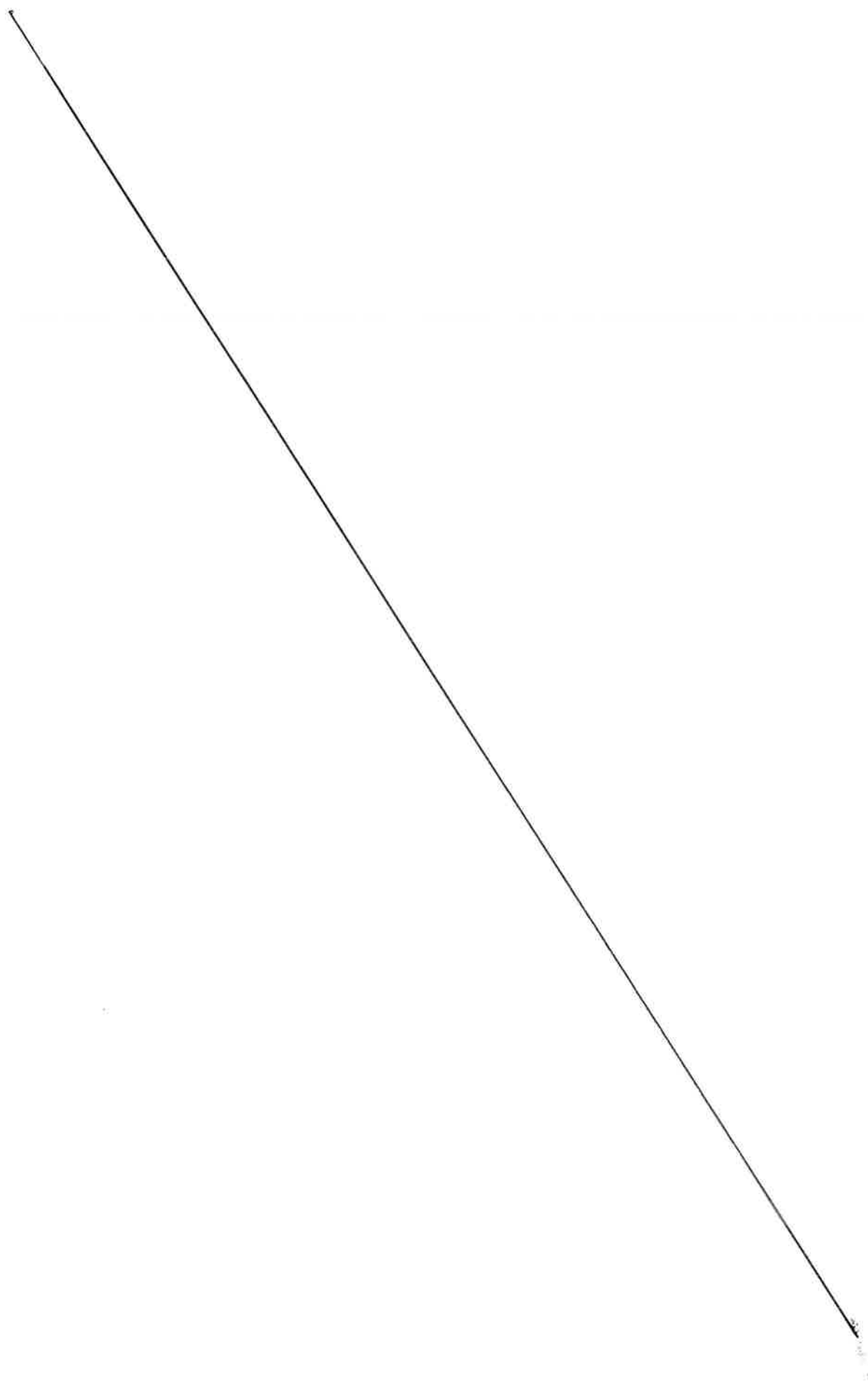
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 0





Rapport de présentation de l'article L 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le choix du futur mode de gestion de services publics de bain de mer situé sur la concession des plages artificielles du Mourillon- Commune de Toulon

Article L1411-4

- Modifié par [Loi n°2002-276 du 27 février 2002 - art. 5](#)

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »

13/07/2022

Table des matières

INTRODUCTION

PARTIE I - Présentation des modes de gestion

I. Modes de gestion directe

- A. La Régie à simple autonomie financière
- B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

II. Mode de gestion déléguée

- A. La Concession

III. Autres modes de gestion

- A. Le marché public
- B. Les autres modes exclus d'office

IV. Analyse des scénarii

PARTIE II –Choix du mode de gestion

Partie III : Principales caractéristiques du futur contrat de Délégation de service public

- A. Objet
- B. Les missions confiées au délégataire
- C. Les conditions financières d'exploitation du service
- D. Le régime des responsabilités
- E. La durée du contrat
- F. Durée de la période d'exploitation
- G. Contrôle, pénalités et sanctions
- H. La fin du contrat

Partie IV : Modalités de passation de la délégation de service public

INTRODUCTION

La Commune de Toulon est située dans le Département du Var, en région Provence-Alpes Côte d'Azur. Elle fait partie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Elle compte 173 760 habitants (recensement INSEE en 2020).

La concession des plages artificielles du Mourillon, objet du présent rapport, est située à 3.5 km du centre-ville et à 2 km du port de Toulon. Cette plage est quasiment au cœur de la zone agglomérée de la commune. Elle est constituée de 4 anses qui sont d'ouest en est, le Lido, Mistral, la Source et les Pins.

Le 1^{er} janvier 2018, la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages » a été transférée à la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée. La Métropole s'est substituée de plein droit à la Commune dans tous les actes et délibérations afférents aux concessions de plage.

A ce titre, la concession des plages artificielles du Mourillon a été transférée à la Métropole TPM. Ce contrat arrive à échéance au 31 décembre 2023.

Par décision en date du 16 décembre 2021, le conseil métropolitain a validé le principe du renouvellement de la concession au profit de la Métropole et a donc engagée les démarches nécessaires. Un dossier a été déposé auprès de la DDTM et a fait l'objet d'un avis favorable dans le cadre de l'enquête administrative.

L'enquête publique a eu lieu du 30 mai au 29 juin.

La future concession sera attribuée pour une durée de 10 ans.

La superficie totale de la concession de la plage est de 40 842 m² et se décompose comme suit :

- ☐ le sable émergé pour une superficie de 18 981,6 m² et sur un linéaire de 1 073 m,
- ☐ des ouvrages de protection pour une superficie de 14 545,2 m²,
- ☐ des aménagements divers pour une superficie de 468,9 m².

S'agissant d'une concession de plages artificielles et conformément aux dispositions de l'article R 2124-16 du code général de la propriété des personnes publiques, un minimum de 50 % de la longueur du rivage et de 50 % de la surface de la plage restera libre de tout équipement et installation.

Sur la partie de sable émergée, sont prévus 14 lots de plage de matelas parasols et de restauration légère. Ces lots de plages sont étroitement liés à l'exploitation des restaurants situés directement en arrière plage et sous gestion communale. Les contrats actuels ont attribué à un même exploitant la gestion du restaurant et l'exploitation du lot de plage contiguë.

La Métropole et la Commune de Toulon souhaite dans le cadre de la future concession, renouveler le même dispositif.

La Métropole TPM est mandatée par la Commune de Toulon pour lancer la procédure de mise en concurrence pour la partie restaurant. Ceci permettra de garantir que l'exploitant de l'AOT commercial sera le même que celui du lot de plage rattaché.

Au regard du nombre de lots, de la complexité de la procédure qui doit être menée et de la nécessité d'assurer la continuité du service public, il convient de lancer la consultation au plus tôt.

Aussi, par anticipation de l'attribution future de la concession des plages artificielles du Mourillon à la Métropole TPM, cette dernière souhaite faire valider le choix du mode de gestion des 14 lots de plage. Cette décision s'appuie sur la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°436922 du 9 juin 2020) qui autorise une personne publique à engager les procédures de passation de contrat, alors même qu'elle n'est pas encore compétente. Le contrat ne sera signé qu'après l'attribution définitive de la concession à la Métropole TPM.

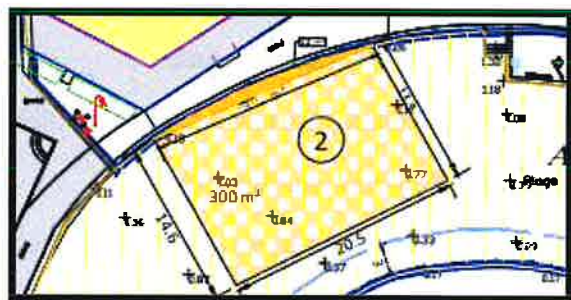
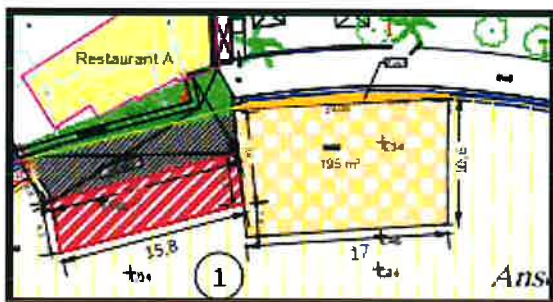
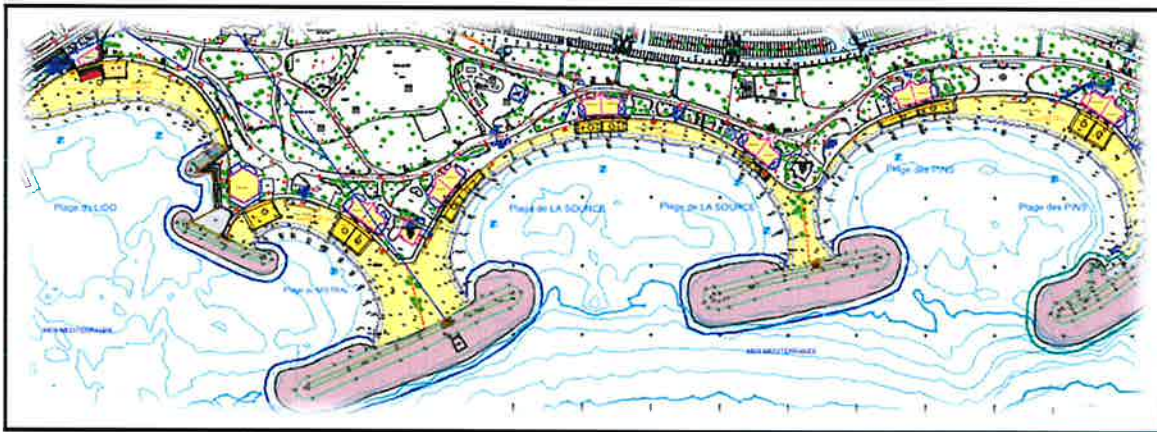
La concession des plages du Mourillon, présentée dans ce rapport, prévoit :

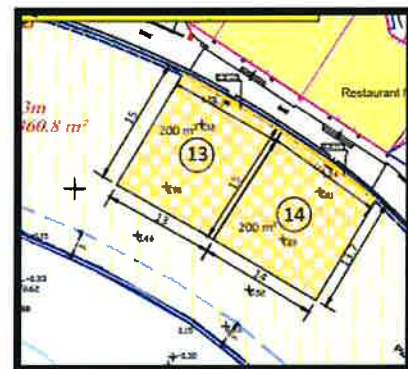
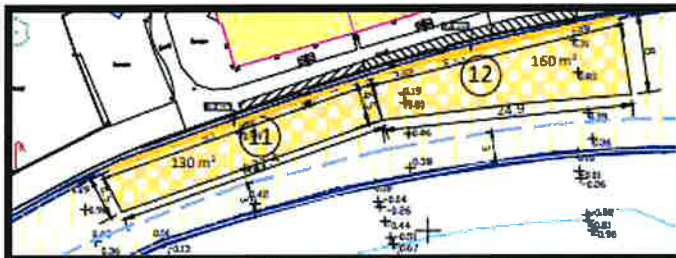
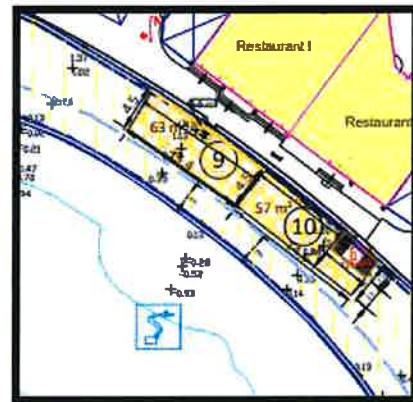
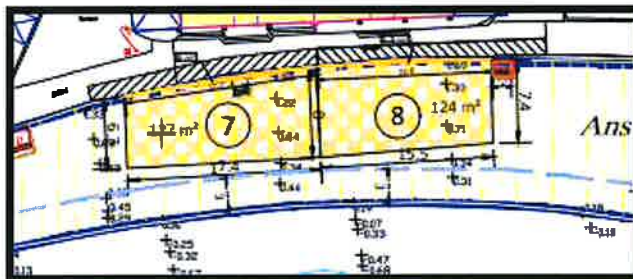
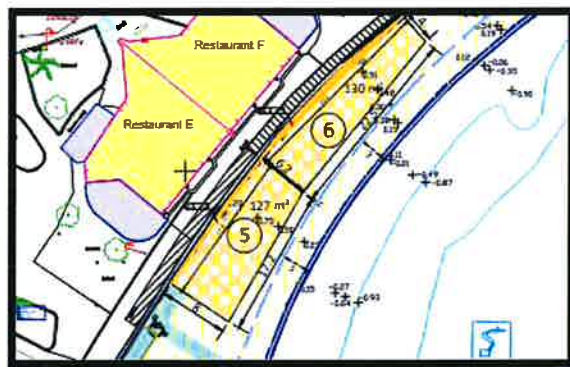
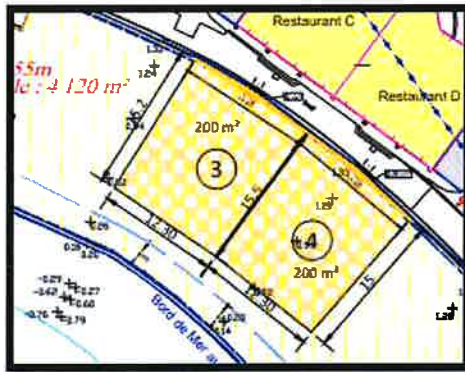
- **Un lot n°1 divisé comme suit:**
 - « Restauration légère dans terrasse fermée » d'une superficie de 62 m²,
 - « Restauration légère pieds dans le sable » d'une superficie de 68 m²,
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 195 m².
- **Un lot n°2 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 300 m².
- **Un lot n°3 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 200 m².
- **Un lot n°4 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 200 m².
- **Un lot n°5 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 127 m².
- **Un lot n°6 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 130 m².
- **Un lot n°7 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 127 m².
- **Un lot n°8 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 124 m².
- **Un lot n°9 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 63 m².
- **Un lot n°10 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 57 m².
- **Un lot n°11 divisé comme suit:**

13/07/2022

- « Matelas-parasols » d'une superficie de 130 m².
- **Un lot n°12 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 160 m².
- **Un lot n°13 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 200 m².
- **Un lot n°14 divisé comme suit:**
 - « Matelas-parasols » d'une superficie de 200 m².

Extrait du plan de la concession actuellement en vigueur :





Il est à noter que la Métropole s'engage à respecter le futur cahier des charges relatif à la concession des plages artificielles du Mourillon.

Les prestations constitutives de Service Public des bains de mer assurées sur les 14 lots de plage sont les suivantes :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer
- Exploitation du lot de plage
- Entretien du lot de plage
- Surveillance et contrôle de la sécurité des usagers sur le lot
- Veiller au bon fonctionnement du service
- Assurer la protection du domaine public maritime sur le lot

La présente note vise donc à justifier du choix du mode de gestion proposé pour l'exploitation de ces 14 lots de plage.

PARTIE I - Présentation des modes de gestion

La Métropole, qui est responsable de la gestion des plages concédées sur son territoire, peut choisir de gérer ce service selon les modes suivants :

- **Gestion directe** : Régies à simple autonomie financière ou à personnalité morale;
- **Gestion déléguée** : Concessions (de service ou de travaux);
- **Autres formes de gestion** : Marchés publics ; Sociétés Publiques Locales (SPL), Sociétés d'Economie Mixte (SEM) et Sociétés d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOp).

I. Modes de gestion directe

Les modes de gestion directe se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du service public par rapport à la Collectivité. Dans cette gradation, on distingue deux types de structures :

- La régie dotée de l'autonomie financière,
- La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

L'exploitation des services pourra nécessiter le recours à la passation de marchés publics avec des prestataires extérieurs, selon les règles fixées par le Code de la Commande Publique.

A. La Régie à simple autonomie financière

La régie dotée de l'autonomie financière est prévue à l'article L. 1412-1 et suivants ; 2221-11 du CGCT et son régime est précisé par les articles L. 2221-12 à L.2221-14 et R. 2221-63 à R. 2221-98 du Code général des Collectivités territoriales.

Elle reste sous le contrôle de la Métropole mais dispose d'organes propres de gestion :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (arrête et fixe les statuts et les moyens mis à disposition) ;
- Organes de gestion (sous l'autorité de la Métropole) :
 - 1 directeur (le président reste l'ordonnateur de la régie) ;
 - 1 conseil d'exploitation (organe consultatif de contrôle et de proposition).
- Application des règles de la comptabilité publique
- Budget propre voté par l'assemblée délibérante

Le rôle du conseil d'exploitation est essentiellement consultatif et les décisions restent prises par le conseil métropolitain.

B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

C'est un établissement public autonome rattaché à la Métropole (qui peut exercer son contrôle) :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (fixe les statuts le montant de la dotation initiale de la régie),
- Organes de gestion :
 - 1 conseil d'administration : délibère sur les questions relatives au fonctionnement et à l'activité de l'établissement (acquisition, location, passation et exécution des marchés) ;
 - 1 directeur : ordonnateur des dépenses et recettes, exécution des décisions du conseil d'administration (notamment marchés, contrats).
- Application des règles de la comptabilité publique ;
- Budget propre non annexé au budget de la Métropole et voté par le conseil d'administration.

L'exploitation en régie est le mode de gestion par lequel la collectivité prend en charge directement le financement des travaux, l'organisation et le fonctionnement du service. Ce mode d'exploitation suppose que la Métropole dispose des ressources et compétences techniques pour organiser et gérer directement le service. En l'espèce, il s'agit d'un domaine de compétence particulier qui nécessite la mobilisation d'un professionnel.

II. Mode de gestion déléguée

A. La Concession

Le Code de la Commande Publique réunit désormais au sein d'un même corpus juridique tous les contrats de logique concessive (auparavant séparé entre la Délégation de Service Public, la Concession de travaux et la Concession de services).

1. Définition

L'article L1121-1 du Code de la Commande Publique définit la concession de la manière suivante:

« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés. »

La distinction fondamentale avec un marché public réside dans le transfert au cocontractant d'un risque lié à l'exploitation. Quelles que soient les modalités de rémunération du cocontractant, il conviendra pour identifier une concession de se demander s'il existe un aléa économique faisant dépendre cette rémunération « substantiellement des résultats de l'exploitation » pour reprendre la formulation de la loi Sapin.

2. Typologie des contrats de concession

En réalité, la notion de concession regroupe plusieurs contrats différents :

- les concessions de travaux ;
- les concessions de service;

Les concessions de service comprennent les délégations de service public issues de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « loi Sapin ».

L'article L. 1121-3 du Code de la Commande Publique définit la délégation de service public comme un contrat de concession :

*« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. **La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.** »*

La délégation de service public se caractérise par le transfert de la gestion d'un service public à un opérateur, qui contrairement au marché public, se voit transférer un risque lié à l'exploitation du service.

Dès lors, pour qu'un éventuel contrat passé par la Métropole soit qualifié de délégation de service public, **il conviendra de bien s'assurer que le délégataire ne bénéficie pas de compensation absolue des pertes qu'il pourrait rencontrer. Autrement dit, la Métropole ne peut s'engager à couvrir les déficits de l'exploitant.**

Dans le cadre d'une délégation de service public, **la Collectivité peut se contenter de confier uniquement la gestion du service public mais elle peut confier également la réalisation d'investissements au délégataire en plus de la gestion du service public.**

III. Autres modes de gestion

A. Le marché public

1. Marchés de travaux, fournitures ou services

Aux termes de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique *« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. »*

Les marchés publics ont pour objet l'acquisition d'une prestation de travaux ou/et de services ou de fournitures.

Ils supposent l'établissement d'un contrat d'une durée relativement courte.

La rémunération du partenaire est assurée par une contrepartie financière, fixée dans le contrat, et directement versée par la personne publique en contrepartie immédiate de la prestation fournie.

Les risques vis-à-vis des tiers liés à la définition, à l'établissement et à la conservation des ouvrages après leur réception sont à l'entière charge de la personne publique.

Le prestataire de services ne prendra pas à son compte les risques d'exploitation, autrement dit, il importe peu pour celui-ci que la gestion génère des bénéfices ou des pertes. La Collectivité dans un tel montage demeurerait la seule responsable du résultat de l'exploitation financière du service.

Le contrat est un contrat dit « *d'exploitation* ». Dans ce contrat est confiée la gestion quotidienne du service public contre une rémunération.

Par ce seul contrat, le titulaire du marché ne peut pas prendre à sa charge les investissements puisque dans un tel contrat l'ensemble des prestations est directement facturé dans leur totalité à la Métropole.

Ce mode de gestion a pour avantage de permettre d'obtenir les compétences techniques et humaines que n'aurait pas nécessairement la Métropole.

Il a aussi l'avantage de lier la Métropole pour une durée optimale (dans les limites du principe de remise en concurrence périodique des contrats publics).

Le principal défaut d'un tel montage est toutefois de laisser les investissements à la charge financière de la Métropole (**en comparaison avec le montage de la DSP où les investissements sont mis à la charge du délégataire et le risque d'exploitation est assuré par lui**).

En outre, il n'est pas particulièrement motivant pour le gestionnaire dont la rémunération ne peut qu'être majoritairement fixe.

Le recours aux marchés publics n'apparaît donc pas opportun.

Les marchés publics globaux (L2171-2 et L2171-3 du CCP) et de partenariat (L1112-1 du CCP) ne seront pas évoqués car il ne sont pas appropriés au cas d'espèce.

B. Les autres modes de gestion de service exclus d'office

Les sociétés publiques locales, d'économie mixte, d'économie mixte à opération unique et les quasi-régies seront exclues d'office des modes de gestion envisagés pour ce service. Ces modes ne sont, en effet, pas appropriés à l'exploitation de ce type de service.

IV. Analyse comparative des scenarii

MODE DE GESTION	CARACTERISTIQUES GENERALES	OBSERVATIONS
REGIE A SIMPLE AUTONOMIE FINANCIERE	Service sans personnalité juridique ni capital Le pouvoir décisionnaire du conseil d'exploitation est restreint par rapport à une régie à personnalité morale. Son rôle est essentiellement consultatif.	
REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE ET PERSONNALITE MORALE	Personne morale de droit public dotée d'une autonomie financière et sans capital Le conseil d'administration dispose de pouvoirs élargis (vote le budget, etc.).	Cette solution est envisageable mais nécessitera le recours à plusieurs marchés pour la réalisation des prestations. La Métropole assume les risques d'exploitation ce qui ne correspond pas aux souhaits de la Métropole.
MARCHES PUBLICS	La Métropole demeure responsable. Les prestations sont réalisées moyennant une rémunération au prestataire.	Peu adapté pour l'exploitation de l'intégralité du service ce qui ne correspond pas à ce qu'elle recherche. Concernant le marché de partenariat et les marchés publics globaux, les conditions de recours à ces marchés publics particuliers ne sont pas remplies.
CONCESSION DE TRAVAUX	L'entreprise prend à sa charge la totalité du service, y compris les frais de 1er établissement de construction et d'extension.	Dans la mesure où l'objet du contrat serait principalement l'exploitation du service public de bain de mer, ce type de contrat est à exclure.
CONCESSION DE SERVICE	L'activité de bain de mer est un service public. On est donc dans l'hypothèse d'une délégation de service public. Le risque d'exploitation est supporté par le délégataire. Le délégataire se rémunère substantiellement sur les usagers. Dans l'hypothèse d'un affermage, la Métropole assume le coût des travaux mais pas dans l'hypothèse d'une délégation de service public sous forme de concession.	Mode de gestion adapté à l'exploitation d'un Service de bain de mer. En revanche, moindre maîtrise du service par la Métropole. La Métropole s'orienterait donc davantage vers une délégation de service public car elle souhaite que le délégataire prenne en charge certains investissements. Il est à noter que l'article R2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public)

V. Choix du mode de gestion approprié

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, de par la nature de la mission à accomplir, souhaite sous-traiter les lots de plage afin de répondre au mieux à la qualification professionnelle exigée.

L'activité d'exploitation des lots de plage étant saisonnière, la sous-traitance apparaît mieux adaptée.

En effet, la Métropole n'a pas pour vocation principale l'exploitation en gestion directe d'un lot de plage.

En effet, compte-tenu de la spécificité des activités de bain de mer et de l'inadéquation des moyens humains et techniques de la Métropole TPM avec l'organisation de ces services, il apparaît nécessaire d'attribuer ce lot dans le cadre d'un contrat de concession de service. Cela permettra d'assurer la continuité du service public avec une gestion déléguée qui correspond à l'exploitation aux risques et périls de l'exploitant.

Ainsi, l'ensemble des missions attribuées à la Métropole, seront confiées au sous-traitant dans le périmètre de son lot de plage.

La délégation de service public présente l'avantage de permettre de confier la gestion totale du service public à un même délégataire, spécialisé et expert dans le domaine.

De plus, le délégataire étant financièrement intéressé dans la réussite du projet puisqu'il supporte une partie du risque d'exploitation, il a tout intérêt à ce que le service public soit correctement géré.

Enfin si le délégataire — en tant qu'exploitant au quotidien du service — a de grandes libertés, ces dernières sont encadrées et limitées par le contrat et le pouvoir de contrôle de la personne publique.

Il est à noter que l'article R2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public)

PARTIE III : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

A. Objet : exploitation d'un lot de plage

Il s'agit de la gestion de 14 lots de plage destinés à rendre un Service Public de Bain de mer avec à titre accessoire et complémentaire une activité de restauration légère.

Les plages artificielles du Mourillon présente 14 lots de plage, repérés sur le plan de concession et définis dans le tableau ci-dessous:

- LOTS DE PLAGE :

Numéro de la Zone spécifique	Définition de la zone	Superficie (m²)	Prescription technique
LOT N°1	TERRASSE FERMEE POUR LA RESTAURATION LEGERE	<u>62</u>	EN SALLE FERMEE
	TERRASSE OUVERTE POUR LA RESTAURATION LEGERE	<u>68</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
	MATELAS-PARASOLS	<u>195</u>	
LOT N°2	MATELAS-PARASOLS	<u>300</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°3	MATELAS-PARASOLS	<u>200</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°4	MATELAS-PARASOLS	<u>200</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°5	MATELAS-PARASOLS	<u>127</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°6	MATELAS-PARASOLS	<u>130</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°7	MATELAS-PARASOLS	<u>127</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS

LOT N°8	MATELAS-PARASOLS	<u>124</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°9	MATELAS-PARASOLS	<u>63</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°10	MATELAS-PARASOLS	<u>57</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°11	MATELAS-PARASOLS	<u>130</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°12	MATELAS-PARASOLS	<u>160</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°13	MATELAS-PARASOLS	<u>200</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS
LOT N°14	MATELAS-PARASOLS	<u>200</u>	SUR LE SABLE OU SUR CAILLEBOTIS BOIS

Le lot de plage n°1, mis à disposition, est destiné à recevoir l'exercice d'activités de restauration légère et de location matelas/parasols à l'exclusion de toute autre activité.

Les lots de plage n°2 à 14, mis à disposition, sont destinés à recevoir l'exercice d'une activité de location matelas/parasols avec la possibilité de restauration légère dans la limite de 20 % de la superficie totale du lot.

En tout état de cause, la continuité du passage des piétons le long du littoral doit être assurée. Le libre accès au public, tant de la terre que depuis la mer, ne doit être ni interrompu, ni gêné en quelque endroit que ce soit. Un espace d'une largeur de **3 mètres** minimum (à compter du jet de rive et accessible en tout temps) destiné à la libre circulation sur la plage et au libre usage du public sera préservé tout au long de la mer.

Le sous-traitant doit assurer l'entretien, la propreté, la sécurité et la salubrité de la totalité de son lot de plage. Le sous-traitant fera son affaire personnelle du stockage et du gardiennage de son matériel.

En dehors de la période d'exploitation, la plage concédée devra être libre de toute occupation.

B. Les missions confiées au délégataire

Les objectifs principaux assignés aux futurs délégataires seront les suivants :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer
- Exploitation du lot de plage
- Entretien du lot de plage
- Surveillance et contrôle de la sécurité des usagers sur le lot
- Veiller au bon fonctionnement du service
- Assurer la protection du domaine public maritime sur le lot

C. Les conditions financières d'exploitation du service

Les délégataires assureront l'exploitation du service à leurs risques et périls financiers (transfert d'un risque lié à l'exploitation du service).

Les délégataires se rémunéreront substantiellement par la perception de recettes auprès des usagers. Leur rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation du service. A ce titre, les délégataires soumettront à la Métropole les tarifs pratiqués pour l'exploitation de leur lot de plage.

Les délégataires verseront à l'autorité délégante une redevance d'occupation domaniale annuelle en raison des avantages procurés à celui-ci par le fait de pouvoir exploiter le service.

Ces redevances seront composées :

- d'une part fixe forfaitaire
- d'une part variable dépendant du chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'exploitation chaque année.

D. Le régime des responsabilités

Les délégataires gèrent le service à leurs risques et périls (transfert d'un risque lié à l'exploitation). Ils sont responsables du bon fonctionnement et de la continuité du service.

Les délégataires ont l'obligation de couvrir leurs responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et/ou à l'environnement.

E. La durée du contrat

Une procédure de délégation de service public avec publicité et mise en concurrence sera lancée pour chaque lot.

La durée des sous-traités d'exploitation débutera à compter de la date de notification et est fixée à 5 périodes d'exploitation.

F. Durée de la période d'exploitation

La période d'exploitation est actuellement fixée par délibération du Métropolitain, du 1^{er} mars au 31 octobre avec la possibilité de solliciter une autorisation d'ouverture à l'année. Cette période

d'exploitation peut évoluer dans la limite des dispositions définies aux articles R.2124-16, R.2124-17 et R.2124-19 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

Dans le cas où l'autorité concessionnaire modifierait la durée de la période d'exploitation des bains de mer, les sous-traitants devront s'y conformer.

En tout état de cause, les sous-traitants devront impérativement respecter la période minimale d'exploitation.

G. Contrôle et sanctions

Les délégataires devront satisfaire aux obligations définies et détaillées dans les sous-traités d'exploitation concernant notamment la production de leurs comptes et des indicateurs de la qualité du service rendu aux usagers.

Les sous-traités d'exploitation définiront précisément les objectifs assignés aux délégataires, les informations que les délégataires tiendront à la disposition de la Métropole, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution des contrats et la qualité du service.

La Métropole pourra exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et résilier les contrats dans les conditions qui seront fixées dans le sous-traité d'exploitation du lot.

H. La fin du contrat

Toute reconduction tacite des sous-traités d'exploitation du lot de plage sera prohibée.

Les sous-traités d'exploitation (DSP) préciseront les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

PARTIE IV : MODALITES DE PASSATION DE LA DÉLEGATION DE SERVICE PUBLIC

Les contrats de concession de service (DSP) seront passés conformément aux règles et procédures de passation prévue dans le Code de la Commande Publique (aux articles L3120-1 et suivants)

